

Encore à propos de Covid-19 et au-delà

Une mise à jour

Il Lato Cattivo

[février 2021]



« Le début de la Grande Dépression en 1929 – ou plus précisément l'effondrement de l'économie mondiale et la ruine du capitalisme libéral – signala un état d'urgence pour l'ensemble du monde capitaliste. [...] Le désastre économique et l'angoisse existentielle divisèrent la société en deux fronts politico-idéologiques, exacerbant le conflit. Ce qu'un individu pensait ou faisait n'était plus une affaire personnelle, mais était soudainement devenu, qu'on l'eût voulu ou non, l'expression de l'affrontement politique en cours sur les causes et les solutions possibles de la crise mondiale ». (Wolfgang Schivelbusch, *Three New Deals*)

Introduction

Dix mois après la publication de *Covid-19 et au-delà*¹, le moment est venu de réexaminer brièvement l'ensemble de ces analyses et hypothèses formulées plus ou moins « en prise directe », pour voir où nous avons vu juste et où il est nécessaire, à la lumière du déroulement intervenu entre-temps, d'ajuster le viseur. Dans un deuxième temps, nous isolerons *quelques* moments forts de cette *première phase* de crise mondiale, et nous en proposerons une analyse.

Commençons par récapituler les éléments de notre diagnostic qui nous semblent avoir été confirmés par le cours des événements. La pandémie de la Covid-19 y assumait une pluralité de significations et de fonctions objectives que nous allons essayer de résumer ici. Elle y figurait à la fois (et sans ordre particulier) :

- comme un *fait* de gravité avérée du point de vue purement médico-sanitaire (cela semble évident, mais pour éviter les équivoques...), donc destiné à perdurer pendant un certain temps ;

¹ Disponible ici : <https://dndf.org/?p=18437>.

- comme un *facteur de perturbation* de la concurrence inter-capitaliste, susceptible de modifier certains équilibres et rapports de force en son sein ;
- comme le *détonateur* d'une gigantesque crise économique qui couvait sous la cendre depuis quelque temps déjà ;
- comme un *révéléateur* des limites atteintes par la mondialisation du capital, et par la *multi-level governance* qui lui est inhérente pour remplir la fonction de gestionnaire d'ensemble de la concurrence intercapitaliste (« capitaliste collectif en idée ») ;
- comme un *moment* dans une transition plus vaste, encore aux premiers balbutiements, vers un dépassement-démantèlement de la mondialisation (et de la *multi-level governance* elle-même).

Aux points qui précèdent, nous pouvons ajouter, comme lignes directrices sous-jacentes à l'analyse :

- la critique de toute théorie de l'effondrement automatique – fût-elle *sub specie* pandémique – du mode de production capitaliste, et de toute vision postulant un développement linéaire de l'urgence sanitaire à la crise économique, et de là à une praxis immédiatement anticapitaliste, internationale et de masse ;
- la réaffirmation de la catégorie de *développement inégal* au sens large, indispensable pour appréhender la diversité qualitative et quantitative de l'impact de la pandémie sur les différents périmètres nationaux et régionaux, sur les différentes branches de la production et de la circulation de la plus-value, sur les différents capitaux individuels, etc. – une diversité d'impact qui se traduit aussi, certes pas mécaniquement, dans une hétérogénéité des réactions politiques et sociales face à l'urgence sanitaire (et à la crise économique, ajoutons-nous ici, en nous proposant d'y revenir plus loin) ;
- la conviction que c'est le niveau de pression sur les systèmes hospitaliers – plutôt que le nombre absolu de décès ou d'infections – qui allait être le facteur décisif dans l'adoption de mesures visant à limiter la mobilité des individus et, avec eux, la propagation du virus, par les États nationaux (nous nous référons ici au contexte le plus proche de nous, celui de l'Europe occidentale continentale).

Vice versa, parmi les éléments douteux ou confirmés seulement en partie par les faits, et dont l'évaluation devra être reprise sur le long terme, on peut énumérer et commenter brièvement :

- l'hypothèse selon laquelle la désarticulation momentanée des chaînes de valeur mondialisées devrait déboucher sur une remise en cause générale de l'externalisation sur de grandes distances. Sur ce point, il n'est pour l'instant pas possible de dire que ce soit d'univoque. Ce qui est certain, c'est que ces chaînes ont été mises à rude épreuve par la crise-Covid et sont encore en cours de redéfinition. Selon les meilleurs commentateurs d'orientation mondialiste, les donneurs d'ordre semblent pour l'instant préférer une diversification des solutions d'approvisionnement, plutôt qu'une rupture brutale avec les modèles économiques en vigueur. Ceci est dû à la préservation d'un vivier encore très vaste de sous-traitants, grâce à la perfusion de l'aide publique et à la facilitation du crédit. Un approfondissement de la crise amènerait nécessairement au rétrécissement de ce vivier, mais il est impossible de dire à quelle échéance ;
- la conviction que l'urgence sanitaire aurait, *pour le meilleur et pour le pire*, ressoudé la société (prolétariat inclus), au moins à court terme. Cela semblait se confirmer dans la toute première phase de propagation de la pandémie, mais c'est de moins en moins vrai aujourd'hui, à mesure que l'urgence sanitaire semble devenir endémique et s'intégrer à une nouvelle définition de la normalité quotidienne – une nouvelle normalité qui provoque des réactions, là aussi, diversifiées en fonction des sources de revenus et de la position dans la division sociale du travail. L'exposition forte inégale des différentes sources et positions à la crise économique *tend* à ouvrir une fracture verticale, traversant *toutes* les classes, entre « garantis » et « non garantis » (secteur public *vs.* secteur privé, emplois stables *vs.* emplois précaires, secteurs essentiels *vs.* secteurs sacrificiables, grandes entreprises *vs.* entreprises à conduction familiale, économie formelle *vs.* économie informelle, jeunes *vs.* pas jeunes, etc.) ; les États tentent de la rafistoler avec des mesures *ad hoc* pour maintenir les mécontentements à un niveau tolérable, mais ils ne

pourront pas le faire éternellement, d'autant plus que l'élimination des retardataires et des sujets et secteurs non rentables (entreprises-*zombie*, tertiaire arriéré, etc.) est une nécessité dont au moins une partie des fonctionnaires du grand capital est consciente ;

- L'hypothèse que les mesures anti-crise prises dans les différents contextes nationaux auraient ouvert la voie à des formes d'économie mixte et même de capitalisme d'État. Attention ici à ne pas se laisser tromper par les apparences et les lieux communs les plus banals : des mesures (toujours partielles) de planification capitaliste peuvent être mises en œuvre de nombreuses manières. Les différentes déclinaisons des politiques capitalistes après la crise de 1929, et en particulier l'exemple du national-socialisme – combinant privatisations et un rigide contrôle politique du crédit – le montrent abondamment. Une Banque centrale (disons la Fed ou la BCE) qui se met à acheter les titres de créance de certaines entreprises industrielles selon des critères économiques ou politiques bien précis ne devient-elle pas ainsi un organe de planification ? Nous n'en sommes pas encore là, mais nous n'en sommes peut-être pas loin. Soit dit en passant, il serait superficiel d'exclure *a priori* que la *Modern Monetary Theory* (MMT) et ses propositions de politique économique puissent avoir un rôle, même limité, à jouer dans cette intrigue. Gardons à l'esprit que les limites théoriques et pratiques du keynésianisme ne l'ont pas empêché de devenir le credo économique dominant et *bipartisan* de la seconde après-guerre. Les grands tournants dans l'histoire de la politique économique du capital n'obéissent pas à une rationalité abstraite, mais à l'impératif pragmatique de trouver des solutions ponctuelles à des problèmes ponctuels – des solutions qui, avec le temps, se transformeront en nouveaux problèmes, nécessitant de nouvelles solutions. Lorsque le jeune Boukharine, en 1915, affirmait que « le capitalisme d'État est le concept-limite de notre époque »², l'étatisation des capitalismes en guerre entre eux, sur laquelle il voulait mettre l'accent, était beaucoup plus limitée qu'elle n'allait devenir quelques décennies plus tard, et Boukharine lui-même ne pouvait pas imaginer à quel point l'histoire lui aurait donné raison. Néanmoins, la métaphore de la guerre utilisée par un certain nombre de chefs d'État (pas tous) est – au-delà des exigences de comm' médiatique – loin d'exprimer de manière appropriée la vérité du moment actuel. Il nous semble évident que la plupart des États occidentaux sont en train de se faire remarquer pour une gestion particulièrement improvisée et sans prévoyance de la pandémie (vaccinations incluses). Comme indiqué dans *Covid-19 et au-delà*, la difficulté des assemblages étatiques les plus formatés par la mondialisation du capital à exercer de manière adéquate la fonction de « capitaliste collectif en idée » est au cœur de cette crise. Il serait plus juste de parler d'une étape dans la marche vers la guerre (plus précisément : vers la reprise des conflits militaires entre zones centrales d'accumulation). Mais auprès de populations qui, dans une large mesure, ne comprennent pas le caractère irréversible de nombreuses transformations en cours, et qui ne demandent que de revenir à la vie « d'avant » - ce qu'on peut comprendre –, il est difficile d'aller expliquer que le pire est encore à venir. Il n'est pas non plus certain que leurs représentants politiques, pris collectivement, en soient davantage conscients. Là aussi, la sélection des plus aptes aux nouveaux scénarios sera la règle, et on en voit déjà les premières escarmouches (voir le résultat des manœuvres de Matteo Renzi en Italie).

- L'hypothèse d'une exacerbation des tensions commerciales et militaires entre les États-Unis et la Chine, jusqu'à la possibilité d'affrontements militaires directs. Nous renvoyons ici aux considérations disséminées dans la suite du texte, où de telles tensions – non seulement entre les deux prétendants mondiaux, américain et chinois – acquièrent une importance certaine comme indicateur indirect de la surcapacité productive à l'échelle mondiale, porteuse de tensions croissantes autour du contrôle et de la conquête des marchés ; au risque de tomber dans le marxisme vulgaire, on peut dire que ces tensions ne sont rien d'autre qu'un effet de la contrainte que les rapports de production capitalistes exercent actuellement sur les forces productives déjà développées. Pour l'instant, limitons-nous à citer le récent rapport OTAN 2030, publié en décembre dernier, exprimant la claire intention de recomposer les occidentaux autour du *containment* de la Chine, placée au sommet des préoccupations de l'Alliance atlantique. La question de savoir si l'OTAN est capable de résister aux poussées centrifuges qui

2 Nikolai Boukharine, *Pour une théorie de l'État impérialiste*, 1915. Disponible ici (traduction anglaise): <https://www.marxists.org/archive/bukharin/works/1915/state.htm>.

persistent en son sein est une autre paire de manches.

Ce bref aperçu sera utile pour s'orienter dans les analyses qui suivent. Comme nous l'avons déjà anticipé, celles-ci ne prétendent pas rendre compte de manière exhaustive des évolutions qui ont eu lieu depuis le début de la crise-Covid. Nombre de ces évolutions – politique monétaire, politique sanitaire (vaccins), saut technologique, etc. – mériteraient chacune un traitement à part. Ce sont plutôt des « photographies », de pièces partielles qui devraient permettre – sinon une compréhension – du moins une intuition du tableau d'ensemble. Nous restons convaincus qu'à l'aide d'une décente initiation à la critique de l'économie politique et à la conception matérialiste de l'histoire, ainsi qu'à l'aide de quelques notions d'histoire économique, politique et sociale, il est encore possible de réussir deux ou trois raisonnements, voire prévisions, un peu plus solides que ceux qui sont produits par les organes de réflexion de la classe capitaliste (dont il faut cependant savoir se servir). La position « épistémique » est inséparable de la position « politique » (ou anti-politique, si l'on préfère) : « Et dans la mesure où cette critique [de l'économie politique, *ndr*] représente une classe, elle ne représente que la classe qui a vocation historique à renverser le mode de production capitaliste et à abolir, enfin, les classes elles-mêmes : le prolétariat. » (Marx, *Post-face de la seconde édition allemande du Capital*). Ici aussi, seul le temps nous dira si ces présupposés conservent leur pertinence. Mais, comme on vient de le dire, le versant cognitif implique l'axiome de la détermination classiste, de son caractère décisif sur le cours des événements présents et, surtout, futurs. Si l'un tombe, l'autre tombe aussi.

États-Unis

Laissons aux historiens la tâche de réfuter ou de confirmer l'hypothèse (à notre avis totalement irréaliste) selon laquelle le 6 janvier 2021, les États-Unis auraient frôlé le coup d'État. Quoi qu'il en soit, les événements de cette journée représentent, pour le « personnage » Trump, le *de profundis* au terme d'une trajectoire descendante débutée entre fin 2019 et début 2020, avec les premiers symptômes clairs d'épuisement du cycle industriel et financier que la pandémie n'a fait que précipiter. Jusque-là, sa réélection semblait probable, d'autant plus que la candidature de Joe Biden était loin de susciter l'enthousiasme dans le camp adverse et que les sondages (dans lesquels l'avantage de Trump semblait peu prononcé) avaient déjà prouvé leur manque de fiabilité. Il convient de souligner ici que malgré la neutralisation de toute une partie du programme électoral trumpien par sa propre administration, notamment en ce qui concerne la relance de l'industrie américaine, la présidence Trump a été une période relativement prospère pour l'économie américaine, marquée par une croissance des salaires réels (voir graphique ci-dessous), une diminution du chômage et le meilleur taux d'emploi des minorités noires et latinos de l'histoire des États-Unis (ce qui ne nous dit évidemment rien sur la qualité de leurs emplois, mais voilà...). Le fait que Trump n'ait pas ou ait peu de responsabilité dans ces chiffres ne change rien à l'affaire.

Graphique 1 : Évolution des salaires réels aux États-Unis (1960-2020)



Ajoutons que le rejet du multilatéralisme en politique étrangère – préparé dès avant Trump, mais dont ce dernier est devenu, même malgré lui, le symbole internationalement reconnu – a indéniablement montré son efficacité sur plusieurs fronts (politique commerciale et douanière, surtout), sans compter la popularité *en interne* du désengagement militaire au Moyen-Orient et Afrique du Nord après les mésaventures afghanes, irakiennes, syriennes et libyennes.

La crise-Covid a profondément modifié ce scénario, en faisant remonter à la surface des problèmes profondément ancrés dans l'histoire de la société américaine : en premier lieu, les dysfonctionnements d'un système de santé semi-privé dans lequel l'assurance-maladie de larges pans de la population est conditionnée à l'emploi – le sien ou celui du conjoint – et donc à la possibilité d'en avoir un ; d'où la combinaison explosive de la crise économique et de l'urgence sanitaire chez les Afro-Américains, parmi lesquels l'incidence du chômage est plus élevée que dans la population générale et les autres minorités. Mais aussi la violence des rapports sociaux, dont le niveau de brutalité policière n'est qu'un reflet, et la fragilité d'une architecture institutionnelle dans laquelle les communautés sub-nationales – ethniques, *mais également religieuses* – fonctionnent comme des *ersatz* des corps intermédiaires, comme courroies de transmission entre la société civile et le pouvoir politique. Dans ce cadre, la *question noire* prend une signification particulière qui ne peut être adéquatement saisie ni par l'intersectionnalité universitaire ni

par le rejet *a priori* des problématiques nationales. S'il est vrai qu'au cours des quarante dernières années, les inégalités aux États-Unis et dans l'ensemble du monde anglo-saxon ont littéralement explosé, les inégalités *sur base ethnique* se sont au contraire réduites, à la fois en raison de la paupérisation relative des populations dites « caucasiennes », clairement visible dans l'abaissement de l'espérance de vie, et de l'amélioration de la condition des immigrés, modérée chez les Latinos, mais considérable chez les Asiatiques, qui constituent actuellement le contingent le plus important des flux migratoires vers les États-Unis et qui enregistrent une ascension socio-économique impressionnante. Les Afro-Américains, qui représentent environ 15 % de la population américaine et qui – contrairement aux Asiatiques et aux Latinos – ne peuvent pas être considérés comme des « immigrés » (c'est une lapalissade, mais il faut le rappeler), participent moins que les autres à ce nivellement relatif. Cela est évident si l'on examine les statistiques ethniques concernant le degré de scolarisation et l'achèvement des études supérieures (voir tableau ci-dessous).

« <i>Ethnicity</i> »	% bacheliers niveau <i>High School</i> (ou supérieur)		% diplômés niveau <i>College</i> (ou supérieur)	
	2000	2018	2000	2018
Blancs	83,3	90,2	24,6	35,2
Afro-Américains	72,1	87,9	13,5	25,2
Hispaniques	52,9	71,6	8,4	18,3
Asiatiques (+ îles du Pacifique)	79,7	90,5	37	56,5
Total	78,5	89,8	21,9	35

Source: U.S. Census Bureau; www.statista.com

On trouvera de données similaires en examinant les taux de chômage, d'espérance de vie et d'espérance de vie en bonne santé, ainsi que le taux d'incidence de maladies telles que le diabète et le cancer. Des divergences encore plus prononcées entre la condition des Afro-Américains et les moyennes nationales se retrouvent dans la mortalité infantile, le taux de fécondité et le taux de mariages mixtes, ceux-ci étant nettement en déclin (les unions entre noirs et blancs sont redevenues un tabou). Dans l'ensemble, ces indicateurs suggèrent que toute une partie de la population afro-américaine se reproduit de plus en plus comme une enclave au sein de la société américaine, même en termes de culture et de comportement démographique. En d'autres termes, la question noire – dont le Black Power des années 1960-1970, dans ses expressions multiples et conflictuelles (y compris entrepreneuriales)³, a été la dernière expression organisée et de masse – se pose à nouveau aujourd'hui... dans un contexte sans doute transformé, mais dans lequel subsistent les conditions qui ont rendu sa résolution impossible dans le passé : d'une part, l'impossibilité de toute sécession territoriale des Afro-Américains ; d'autre part, le caractère socialement composite et *pas assez* composite à la fois, de la population afro-américaine – en clair, l'absence d'une grande bourgeoisie vouée au nationalisme, qui ne peut être compensée par la présence d'une petite bourgeoisie et (notamment aujourd'hui) d'une classe moyenne salariée noires, et qui en même temps ne suffit pas à traiter la question noire comme une simple question de classe (les Afro-Américains comme une fraction parmi d'autres du prolétariat américain). En ce sens, on peut peut-être mobiliser le concept de *peuple-classe* forgé par Abraham Léon dans son traitement de la question juive⁴, non sans souligner qu'une partie minoritaire mais conséquente des Afro-Américains en est exemptée car parfaitement intégrée dans l'*establishment* économique, politique et culturel.

3 « À Opelousas, en Louisiane, une coopérative a été créée pour le commerce de la patate douce. Un groupe d'agriculteurs a acheté la terre, la travaille en commun et vend le produit pour son propre bénéfice. La coopérative [...] compte actuellement 375 agriculteurs noirs. Le succès de l'entreprise a encouragé 15 petits fermiers blancs à la rejoindre. Les méthodes spéciales et les techniques de marché qui y ont été apprises seront appliquées dans d'autres régions du pays. C'est un exemple de Black Power dans le domaine économique ». (Floyd B. McKissick, *Programmi per il Black Power*, in Aa. Vv., *Il Black Power in azione*, Sugar, Milano 1969, p. 238).

4 Cf. Abraham Léon, *La Conception matérialiste de la question juive*, Entremonde, 2018.

Dans tous les cas, ces déterminations ont joué à plein régime dans le mouvement social qui a éclaté après l'assassinat de George Floyd, qu'il est faux d'analyser comme un mouvement multiethnique et purement prolétarien. Il s'est agi plutôt d'une flambée d'émeutes et de pillages par certaines franges du prolétariat américain (pas seulement noir, en effet), rapidement transformée en un mouvement *politique* antiraciste – essentiellement animé par les fractions les plus politisées des classes moyennes afro-américaines (Black Lives Matter) et une fraction radicale de *white liberals* – scandé de réapparitions épisodiques de la composition sociale initiale. Après Ferguson (2014) et Baltimore (2015), l'explosion d'un tel mouvement à l'échelle nationale, en réaction à un méfait quelconque, était tout à fait prévisible⁵. Son importance réside en ceci, qu'il est – dans le cycle des mouvements interclassistes commencé par les Printemps arabes – le premier de ces mouvements à investir l'aire nord-américaine.

Sous-estimant ou ne prenant pas en compte la sympathie suscitée par la composante « pacifique » du mouvement auprès de larges pans de la population (un indice de la perception de la question noire) et des éventuelles retombées électorales, la réponse de l'administration Trump a été celle du *Law & Order* pur et dur. Une réponse qui n'a pas convaincu le *deep State* (cf. le refus du chef du Pentagone de mobiliser l'armée) et qui, combinée à une communication calamiteuse sur le front de la pandémie⁶, a contribué, d'une part, à la persistance du mouvement social et à la radicalisation de certaines de ses composantes, et d'autre part, à agiter les secteurs les plus controversés de la base électorale trumpiste (QAnon etc.). L'importance de ces secteurs ne doit pas être exagérée : par rapport au nombre total d'électeurs qui ont voté pour Trump en 2020, ils sont peu de chose. Comme l'ont déjà souligné de nombreux commentateurs, l'analyse du résultat électoral indique, malgré la défaite, non seulement la progression absolue du vote pro-Trump par rapport aux élections de 2016 (+10 millions de voix environ) et son avantage sur Biden après déduction des votes par correspondance⁷ (dont la question de leur légitimité ne nous intéresse pas), mais aussi sa progression absolue au niveau de presque toutes les catégories ethniques et socioprofessionnelles, à l'exception du personnel d'encadrement d'appartenance « caucasienne ». Le déchiffrement des données électorales est, du reste, loin d'être une tâche aisée. Les critères d'appartenance ethnique, de classe d'âge et de sexe s'avèrent les plus faciles à lire : alors que 89 % des votants noirs et 63 % des Latinos ont opté pour Biden (contre respectivement 7 % et 34 % pour Trump – des pourcentages tout de même en hausse par rapport à 2016), 53 % des votants blancs ont préféré Trump (contre 45 % pour Biden) ; alors que 61% des votants âgés de 18 à 29 ans ont préféré Biden (contre 36% pour Trump), 51% des votants âgés de 45 à 64 ans ont voté Trump (contre 47% pour Biden) ; alors que 54% des électrices ont choisi Biden (contre 45% en faveur de Trump), 52% de leurs homologues masculins ont voté Trump (contre 46% en faveur de Biden). L'analyse du vote en fonction des revenus et des niveaux d'éducation présente un tableau décidément moins univoque. Si, d'une part, les personnes à bas et moyen revenu, inférieur à 50.000 dollars par an, semblent préférer Biden (53% contre 45% pour Trump), le tableau est inversé si l'on tient compte de la polarisation au sein de cette tranche de revenu, où la stratification éducative se révèle déterminante : alors que 56% des votants titulaires d'un doctorat ont opté pour Biden (contre 41% pour Trump), 53% des personnes sans diplôme universitaire ont voté pour Trump (contre 46% pour Biden). Il ne sert d'ailleurs pas à

5 En 2017, nous affirmions que « [...] la possibilité de nouvelles “soudures” entre prolétariat et classes moyennes n'est nullement exclue, tant dans les zones centrales (par exemple, sous la forme d'un mouvement noir contre le racisme aux États-Unis) que dans les zones semi-périphériques (par exemple, sous la forme de mouvements anti-gouvernementaux capables de fédérer tous les bénéficiaires de la redistribution de la rente pétrolière, dans les pays producteurs les plus faibles, aujourd'hui souffrants) ». (Il Lato Cattivo, *Della difficoltà ad intendersi*, janvier 2017; disponible ici: <http://illatocattivo.blogspot.com/2017/01/della-difficolta-ad-intendersi.html>).

6 En ce qui concerne la gestion effective de la pandémie, loin d'être brillante aux États-Unis comme dans beaucoup d'autres pays, il faut tenir compte de la répartition des compétences entre l'État fédéral et les États fédérés. Ces derniers ont appliqué différentes modalités de gestion de la pandémie, pas nécessairement déterminées par leur couleur politique. Seuls l'Arkansas, l'Iowa, le Nebraska, le Dakota du Nord, le Dakota du Sud, l'Utah et le Wyoming – des États où la population est numériquement faible et peu concentrée – se sont opposés à toute limitation de la mobilité des habitants.

7 Malgré l'avantage évident en chiffres absolus (environ 7 millions de voix), l'élection de Biden s'est jouée – du fait des spécificités du système américain à suffrage indirect – sur une marge beaucoup plus mince : 50 000 voix du parti *Dem* passées à Trump auraient suffi à renverser le résultat. Si ne l'on tient pas compte de cela, la bataille juridique de M. Trump contre la fraude présumée apparaît tout simplement incompréhensible.

grand-chose d'invoquer l'abstention pour affirmer l'extranéité du prolétariat américain à la bagarre électorale, alors que nous avons assisté au scrutin présidentiel le plus participé depuis le début du XX^e siècle, et alors que les taux d'abstention les plus élevés se répartissent de manière variable entre les classes et les groupes sociaux précités, étant plus élevés parmi les jeunes, les Noirs et les Hispaniques, mais aussi parmi les *plus* instruits (PhD ou *post-doc*) et les *plus* riches (revenus supérieurs à 100.000 dollars par an). S'en foutre des élections est un choix obligé pour certains, un luxe pour d'autres.

Difficile, en tout cas, de concevoir un « putsch de la brasserie » dans la *nation indispensable*, la seule dont les élections soient diffusées h24 dans le monde entier : *the show must go on!* Il est plus vraisemblable que Trump soit tombé dans un piège qu'on lui tendait de divers côtés : alimenter la pseudo-menace d'un renversement du vote *manu militari*, en attisant les ardeurs d'une poignée d'agités... de sorte à amplifier la victoire démocrate. Après le 20 janvier, lorsque l'inauguration de Biden se déroulait sans émeutes ni rebondissements, les adeptes de QAnon et cie ont fini par comprendre de quel jeu ils avaient été les idiots utiles. Plutôt que du 18 Brumaire de Donald Trump, ce fut un *petit* incendie du Reichstag en faveur du président élu. Trump en sort comme un boxeur en déroute, dépourvu de soutiens dans le *big business* et marginalisé du point de vue médiatique... mais pas mort : un récent sondage le voit à nouveau en hausse de consensus auprès de la base républicaine à partir du 6 janvier.

Il n'en reste pas moins que le principal facteur de la défaite de Trump a été la reconquête partielle par les démocrates de l'électorat ouvrier dans les *swing states* du Midwest, provoquée par la déception des promesses trumpiennes de relocalisation, et obtenue par Biden & co. sur des mots d'ordre similaires (« produire et acheter américain »). Que le mouvement trumpiste retrouve son chef ou doive en chercher un autre, qu'il puisse rester dans le camp républicain ou doive former un *third party*, tout cela dépendra, entre autres, de l'issue de la deuxième procédure d'*impeachment* et des prévisibles règlements de comptes au sein du Parti républicain. Mais pour survivre, ce mouvement devra avant tout reconstituer un véritable bloc interclassiste, base ouvrière incluse⁸. La route n'en est pas moins semée d'embûches pour la nouvelle administration : jusqu'à présent, elle a su tirer le meilleur parti des achoppements et des limites de son adversaire, mais elle devra maintenant montrer qu'elle sait faire mieux, aussi bien dans la réponse à l'urgence sanitaire (alors que le bilan officiel de la Covid aux États-Unis dépasse les 400.000 morts) que dans la gestion d'une crise économique qui est encore loin d'avoir déployé tout son potentiel destructeur. Tout cela, avec une très faible majorité au Sénat et une majorité considérablement réduite (par rapport aux résultats des élections de mi-mandat de 2018) à la Chambre des représentants.

Entre-temps, les troubles internes autour de la formation du nouveau *gouvernement* n'ont pas empêché l'*État* américain de poursuivre son propre programme. Les toutes dernières sanctions introduites par les États-Unis, de concert avec le Canada et la Grande-Bretagne, contre les importations de produits chinois soupçonnés de recourir au travail forcé de la minorité ouïgoure, confirment – s'il en faut – que les tensions sino-américaines ne sont nullement destinées à s'apaiser. Un fait qui, une fois de plus, ne manque pas de dialectique : États-Unis contre Chine, c'est-à-dire la plus jeune des grandes nations contre la plus ancienne... ravivée par le plus jeune des grands capitalismes. En brandissant l'illusion d'un retour au multilatéralisme, l'administration Biden tentera probablement d'enrôler l'UE dans la croisade anti-chinoise. Comme nous le verrons plus loin, la réussite de l'opération dépend en grande partie de la capacité de l'Allemagne à se sortir de sa torpeur.

Chine

La Chine et l'Extrême-Orient en général sortent provisoirement moins perdants, donc relativement renforcés, de la première phase de la crise. La signature, le 15 novembre 2020 à Hanoi, du *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP), un traité engageant la Chine, le Japon, la Corée du Sud, les 10 pays de l'ASEAN, l'Australie et la Nouvelle-Zélande dans une vaste zone de libre-échange qui

8 Raffaele Sciortino, *Dopo Trump?*, 7 décembre 2020. Disponible ici : <https://www.infoaut.org/global-crisis/dopo-trump>.

représente 30% du PIB mondial, 28% du commerce international et pèse quelque 2,2 milliards d'habitants du point de vue démographique, symbolise en quelque sorte cette issue momentanée. Bien qu'il n'y ait pas de garanties quant à sa tenue et à ses effets de long terme, c'est néanmoins une belle réussite pour la diplomatie chinoise, allant à contre-courant du blocage des dernières tentatives libre-échangistes, du TAFTA au CETA (ce dernier ayant été adopté par une procédure exceptionnelle, mais étant toujours en attente de ratification), jusqu'au projet d'accord UE-Mercosur bloqué par la France (sans parler de la renégociation trumpienne du NAFTA). La Chine a bien joué sa partie en renversant en sa faveur la mise en veille, sur le plan strictement économique, du *pivot to Asia*⁹ de la part de l'administration Trump, entérinée par le retrait des États-Unis du *Trans-Pacific Partnership* (TPP). Mais le RCEP est également le résultat de poussées souterraines vers l'intégration régionale de l'Extrême-Orient et de l'Asie du Sud-Est à l'oeuvre depuis au moins une décennie. Il suffit de rappeler la tentative infructueuse de la Chine au 19^e sommet de l'ASEAN en 2011, et les initiatives – timides mais toujours renouvelées – du Japon pour une réorientation vers l'Asie continentale, chaque fois échouées sous pressions américaines. Avec le RCEP, la Chine pose des bases concrètes pour éroder l'influence économique et politique du capital américain dans tous les autres pays signataires de l'accord. Sauf escalades dans un avenir proche, le traité pourrait également créer les conditions d'un apaisement des vifs différends territoriaux avec le Viêt Nam, les Philippines et la Malaisie dans la mer de Chine méridionale, autour des îles Spratley et Paracelse (avec les États-Unis à l'affût, prêts à intervenir militairement). La probable reprise à grande échelle du *pivot to Asia* de matrice obamienne par l'administration Biden sera une tentative de rattraper le terrain perdu, mais ce sera peut-être déjà trop tard.

Figure 1 : Pays signataires du RCEP



Parallèlement, sur le plan intérieur, l'État chinois a multiplié ces derniers mois les initiatives et les occasions de frictions avec les BHATX (Baidu, Huawei, Alibaba, Tencent, Xiaomi), les champions technologiques et commerciaux de la croissance chinoise, équivalents nationaux des GAFAM. Outre les amendes infligées par l'autorité antitrust à Alibaba et Tencent, et l'ouverture d'une procédure de révision à l'égard de la fusion de Douyu et Huya, l'interdiction faite au groupe Ant (émanation financière d'Alibaba) d'entrer sur les bourses de Hong Kong et de Shanghai, ainsi que la disparition temporaire de son magnat Jack Ma de la vie publique, ont fait sensation.

En raison de leur leadership en matière d'innovation, les BHATX jouent un rôle central dans la

⁹ Militairement, la politique étrangère américaine est loin d'avoir abandonné l'Asie du Sud-Est. Soixante pour cent des navires de guerre américains et 70 % de l'infanterie de la Marine américaine sont actuellement concentrés dans l'Indo-Pacifique.

stratégie d'autosuffisance technologique de l'État chinois. Dans le même temps, l'État chinois tente de se prémunir contre toute évolution qui pourrait placer l'autonomie et l'influence du BHATX au-dessus de celles du PCC et de l'État chinois, à l'instar du GAFAM en occident. D'autre part, les problèmes de rentabilité et de corruption inhérents au secteur des entreprises d'État plaident en faveur d'une plus grande libéralisation de l'économie chinoise. Mais une telle libéralisation signifierait, justement, donner carte blanche au BHATX.

En termes de réglementation des marchés financiers, l'État chinois est également confronté à des exigences partiellement contradictoires. Alors que la protection politique et les lignes de crédit toujours ouvertes dont bénéficient les entreprises d'État ont alimenté les investissements douteux et la corruption, les PME chinoises – exclues de ces privilèges – se sont massivement tournées vers le *shadow banking* pour se financer. Parmi ces PME, il y a sans doute un grand nombre d'entreprises à faible rentabilité et dépourvues de tout intérêt stratégique, mais aussi des entreprises très avancées du *hi-tech* (intelligence artificielle p. ex.), qui pourraient légitimement aspirer à un soutien plus important de la part de l'État. Par ailleurs, l'exposition des PME chinoises aux *shadow banking* représente un risque économique majeur. Ce secteur du *shadow banking* pèse 50 900 milliards de dollars en 2018, soit 13,6 % du total des actifs financiers mondiaux, et est constitué à 70 % par l'activité de fonds spéculatifs. Avant même la crise-Covid, ce secteur avait connu un fort ralentissement : malgré une augmentation annuelle moyenne de +8,5 % de 2012 à 2017, sa croissance était passée de +14% en 2017 à un modeste +1,7% en 2018. S'il est vrai que les actifs américains représentent encore environ 30 % du total (15.200 milliards de dollars), ils n'ont cessé de diminuer depuis 2014, tandis que les actifs chinois ont fortement augmenté, et suivent juste derrière avec 15,4 % (7.800 milliards de dollars). Selon de nombreux analystes, les prêts à effet de levier et les CLO, des produits dérivés qui combinent en un seul produit un grand nombre de ces titres de créance de mauvaise qualité, présentent un risque important. Par conséquent, l'impératif pour l'État chinois est de mettre à l'abri au moins une partie des PME impliquées dans le *shadow banking* (en particulier celles d'intérêt stratégique) pour se protéger des répercussions de la crise mondiale dans ce secteur et, plus généralement, du cycle mondial de l'endettement des entreprises (ce ne serait, après tout, qu'un aspect supplémentaire d'un *decoupling* sino-américain poussé jusqu'au bout).

Il est difficile de dire comment la lutte des classes interne peut affecter ces règlements de comptes entre les fractions capitalistes chinoises et/ou actives en Chine. Pendant longtemps, on considérait comme allant de soi que l'augmentation des tensions sociales entraînerait un second Tiananmen, avec tout le corollaire qui peut y être idéalement associé : démocratisation des institutions, syndicalisme, etc. Mais le contexte national et international a changé, tout comme le capitalisme chinois lui-même. Il est trop tôt pour dire si ce dernier pourra vraiment se réorienter sur le marché intérieur – la question agraire reste un obstacle fondamental en ce sens – mais il est clair que les intérêts immédiats de la grande masse des ouvriers, ainsi que de la classe moyenne, ne sont pas étrangers à une telle réorientation. Et, du moins pour l'instant, il semble que seul un PCC compacté autour de la fraction de Xi Jinping soit capable de le piloter.

Inde

De nombreuses circonstances doivent être mentionnées pour avoir une compréhension minimale du contexte économique, politique et social qui constitue la toile de fond de la crise sociale en cours en Inde. De manière extrêmement générale, on peut mentionner la surcapacité productive évidente dans les grands secteurs de l'économie mondiale (automobile, pétrole, etc.), au sein de laquelle la production de matières premières agricoles ne fait probablement pas exception (bien que les données ne soient pas univoques). En témoignent le déversement des excédents européens (notamment laitiers) sur les marchés africains ces dernières années, très préjudiciables aux marchés locaux, et les récentes projections – assez pessimistes – du Ministère étasunien de l'agriculture concernant la demande de blé, de maïs et de soja américains. D'où la pression accrue sur les pays émergents et en voie de

développement impliqués dans la production de matières premières agricoles, pour qu'ils abandonnent leurs marchés publics qui préservent le petit paysannat local. De ce point de vue, le marché indien est un bon exemple, puisqu'une partie considérable de celui-ci est géré par l'État avec des prix administrés. Les producteurs vendent à l'État, qui garantit un prix minimum supérieur aux prix de marché, et redistribue directement cette partie du produit agricole à la population par un système de rationnement, en fonction de critères de revenu (entre 25 et 35 kg de céréales par mois et par ménage). Ce système est un héritage particulier de la « voie indienne vers le socialisme », c'est-à-dire du mouvement de libération nationale centré sur les paysans qui a donné corps à l'indépendance de l'Inde, et qui fut prolongé par une initiative de l'État visant à les préserver en tant que classe et à leur assurer un revenu minimum. Cette spécificité inscrite dans la genèse de la nation indienne moderne explique la relative lenteur de l'exode rural, nonobstant le développement des enclaves industrielles et financières. À cet égard, il convient de rappeler qu'en 2018 les États-Unis avaient engagé une procédure d'infraction contre l'Inde auprès de l'Organisation mondiale du commerce, estimant que la subvention en faveur de son agriculture était supérieure à 10 % (pourcentage-plafond pour les adhérents). À ces éléments généraux, on peut ajouter la dévaluation de la roupie, à partir de 2016, entraînant des difficultés croissantes pour les agriculteurs dans l'achat de semences, d'engrais et de pesticides, et la contraction du marché intérieur suite à la crise-Covid, avec une forte hausse du chômage, etc. La combinaison de ces circonstances permet d'expliquer le sens de la réforme visant à libéraliser le marché agricole indien, proposée par le gouvernement Modi et votée par les deux Chambres à la mi-septembre 2020.

Le mouvement social qui s'en est suivi a atteint son apogée entre la fin de novembre 2020 et le début de janvier 2021. Il peut être défini comme un mouvement interclassiste, évidemment caractérisé par la dominante paysanne, ce qui n'exclut pas la participation et le soutien de larges pans du reste de la population. En particulier, les directions syndicales – expression (certes indirecte et perverse) de secteurs de la fonction publique et de la classe ouvrière – ont soutenu le mouvement par intermittence et ont adhéré à certaines journées nationales de « grève générale » (les guillemets ne sont pas accessoires) en y ajoutant leurs propres revendications à celles spécifiquement paysannes, tantôt poussées par la base, tantôt pour des raisons plus purement politiques. Il est également nécessaire de souligner la composition hétérogène et stratifiée de la composante paysanne elle-même. Selon les chiffres officiels, l'Inde compte environ 140 millions d'agriculteurs, dont 86% possèdent des terres d'une superficie équivalente ou inférieure à 2 hectares ; parmi ces derniers, 30% sont pratiquement dépourvus de terre, et environ 20 millions travaillent exclusivement de manière itinérante. En effet, la plupart de ces agriculteurs, qu'ils soient propriétaires ou non, travaillent également sur les terres d'autrui, pour le compte de paysans enrichis ou bien des sociétés agroalimentaires nationales, mais toujours dans le cadre d'un système assez archaïque de métayage. À cela, il faut ajouter 150 millions d'ouvriers agricoles purs, dont une partie est employée par les petits exploitants, et qui se sont sans doute mobilisés à leurs côtés ces derniers mois.

Depuis l'automne dernier, le mouvement a multiplié les manifestations, les marches paysannes, les sit-in et les blocages de routes et d'autoroutes (y compris l'occupation permanente de celles de Delhi), auxquels se sont ajoutés des grèves parmi les travailleurs du secteur public et, dans une moindre mesure, dans le secteur privé. Son contenu, tant dans la défense élémentaire des conditions actuelles de l'agriculture indienne que dans l'aspiration politique à un retour à l'État interventionniste du passé, c'est une lutte *contre la prolétarisation*. La capacité du mouvement à agréger des secteurs de travail salarié n'est compréhensible que si l'on imagine les conséquences catastrophiques que la ruine de la petite paysannerie et l'accélération de l'exode rural auraient sur le marché du travail indien, avec l'explosion d'une armée de réserve déjà en pleine expansion. D'autre part, la préservation de ce qui reste du système administré n'est pas exempte d'effets pervers (on estime que 50% du produit agricole acheté par l'État disparaît dans des trafics ou des réseaux clandestins de vente). En outre, un grand nombre d'agriculteurs en est en fait exclu, car les différences entre les États fédéraux sont considérables, et dans certains d'entre eux l'agriculture est déjà presque entièrement libéralisée (au Bihar, elle l'est depuis 2006) – ce qui n'empêche évidemment pas ces agriculteurs exclus de réclamer leur inclusion dans le système tel qu'il est.

À ce jour (15 janvier), le conflit est dans l'impasse. La Cour suprême s'est saisie du dossier, peut-être dans l'espoir de désamorcer les protestations, ou peut-être dans l'intention de l'utiliser dans le cadre d'un règlement de comptes intra-institutionnel (contre Modi ?). L'ultimatum donné par le mouvement au gouvernement de retirer la réforme est le 26 janvier. On verra bien.

La crise sociale qui a éclaté en Inde l'automne dernier autour de la libéralisation du marché agricole est, comme suggéré plus haut à propos de la Chine, un signe de la persistance de la question agraire et paysanne à l'échelle mondiale. Cette persistance ne manquera pas de se manifester à d'autres occasions et dans d'autres contextes géographiques. Dans le cas de l'Inde, comme dans celui de la Chine, une étude *ad hoc* serait nécessaire pour mieux préciser la nature des rapports sociaux en vigueur dans les campagnes. En ce qui concerne l'Inde, les résidus pré-capitalistes sont probablement de nature plus féodale qu'« asiatique »¹⁰.

Union européenne et zone euro

Le décalage entre la réalité et le discours officiel sur l'état de santé de l'Union européenne n'a jamais été aussi prononcé qu'aujourd'hui. Les responsabilités des élites pro-européennes et des grands médias sont à cet égard très lourdes, dans la mesure où la semi-paralyse qui ronge les institutions européennes – et que le plan de relance Next Generation EU, mieux connu en Italie sous le nom de Recovery Plan, *ne résout pas* (nous y reviendrons) – est sans cesse racontée comme une marche à pas sûr vers une intégration vertueuse. La désorientation des populations européennes face à la liquidation éventuelle de ces institutions sera d'autant plus brutale. En l'état actuel des choses, l'UE reste aux institutions supranationales ce que la Salerne-Reggio de Calabre est aux autoroutes : un éternel chantier entouré d'un halo d'utopie. Ce halo accompagne la perspective de l'unité européenne depuis toujours. Il y a plus d'un siècle, Rosa Luxemburg, critiquant le mot d'ordre des États-Unis d'Europe que Kautsky¹¹ avait fait sien, et dénonçant l'europhéisme comme « avorton de l'impérialisme », notait :

« Le caractère utopique de la position qui espère une ère de paix et la régression du militarisme dans la société actuelle se reflète clairement dans le fait qu'elle se réfugie dans l'élaboration de projets. Il est typique des aspirations utopiques qu'elles inventent des recettes "pratiques" les plus détaillées possibles pour prouver la possibilité de leur réalisation. » (Rosa Luxemburg, *Utopies pacifistes, op. cit.*).

Mais quel est le projet aujourd'hui, exactement ? Europe des nations ou Europe des régions ? Europe fédérale ou Europe confédérale ? Discipline budgétaire ou Union des transferts ? Personne ne le sait plus. Le fameux « projet » européen vit désormais à la petite semaine, en essayant de se survivre. La BCE lui donne un grand coup de main, mais le *whatever it takes* monétaire ne peut pas tout faire, et surtout ne peut pas effacer un état de tergiversation qui s'avère pire que les alternatives qu'il voudrait éviter, puisqu'il ne résout aucun des problèmes dont on répète sans cesse que le niveau européen est le seul à pouvoir prendre en charge : immigration, climat, évasion et *dumping* fiscal, banques décaquées, etc. Sur le front de l'immigration, la réforme tant attendue du règlement de Dublin – annoncée comme une priorité de la présidence Von der Leyen à la Commission européenne – ne connaît pas, pour l'instant, de progrès significatifs. Sur le front de la lutte contre l'optimisation fiscale des grandes entreprises, a été remarquable (pour ainsi dire) la performance du Tribunal de l'UE qui, le 15 juillet 2020, a invalidé la décision de la Commission obligeant Apple à payer 13 milliards d'euros d'allègements fiscaux indûment obtenus par le gouvernement irlandais, pendant que le projet de taxe européenne sur les GAFAM sombrait au milieu des divisions (et seule la France l'a repris à son compte, quoique dans une version

10 Cf. Brendan O'Leary, *The Asiatic Mode of Production. Oriental Despotism, Historical Materialism and Indian History*, Basil Blackwell, Oxford 1989.

11 « Il n'y a à présent pour cela [le maintien durable de la paix, *ndr*] qu'une seule solution : l'union des États de la civilisation européenne dans une alliance avec une politique commerciale commune, un parlement fédéral, un gouvernement fédéral et une armée fédérale – l'instauration des *États-Unis d'Europe*. » (Karl Kautsky, « Die Neue Zeit », 28 avril 1911; cité par Rosa Luxemburg, *Utopies pacifistes*, mai 1911; disponible ici : <https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1911/05/utopies.htm>).

édulcorée). Sur le front de la politique environnementale, selon l'Agence européenne pour l'environnement, les États membres de l'UE devraient redoubler leurs efforts en matière de réduction des émissions et d'énergies renouvelables s'ils veulent atteindre les objectifs qu'ils se sont fixé eux-mêmes pour 2030. Quant à l'Union bancaire, qui vise à homogénéiser la réglementation et l'audit du secteur bancaire, sans nettoyage des banques les plus fragiles (dont Deutsche Bank), sa mise en œuvre ne peut que laisser aux marchés nationaux et à leurs organes de surveillance bancaire le privilège de ramasser les morceaux... sauf à croire que les Finlandais ou les Estoniens pourraient accepter de mettre la main à la poche pour rembourser les épargnants « escroqués » des banques de Vénétie ou de Toscane. Ajoutons que la recherche d'une « concurrence libre et non faussée », notamment dans le domaine de la législation antitrust, a découragé la formation de champions européens dans des secteurs stratégiques tels que la *tech*, l'énergie ou les transports, avec le résultat d'une dépendance technologique accrue vis-à-vis des États-Unis et de la Chine. Il suffit de mentionner la décision de la Commission européenne de février 2019 concernant la fusion entre Alstom et Siemens, sans doute conforme à la lettre du droit européen de la concurrence, mais qui apparaît incroyablement naïve lorsqu'on la situe dans la dure bataille économique et géostratégique à l'échelle mondiale. Deux mois plus tôt seulement, le Département d'État américain avait fait arrêter au Canada Meng Wanzhou, la super-*manager* de Huawei. Mais il n'y a pas plus sourd que celui qui ne veut pas entendre. La même interprétation rigoriste de la doctrine a inspiré l'indispensable Tribunal de l'UE dans l'élaboration du verdict sur le rôle de Gazprom dans le cadre du projet Nord Stream 2, un gazoduc achevé à 95 % mais dont les 5 % restants sont susceptibles de devenir – sinon un *casus belli* – un véritable chemin de croix. Selon les règles du marché européen du gaz, une même entreprise ne peut pas être à la fois le producteur et le fournisseur. La décision du Tribunal a étendu ce critère à Gazprom, qui n'est pas européen. Ainsi, la société russe – qui pour commencer la construction du gazoduc avait dû intégrer une cordée de sociétés européennes (Wintershall, Uniper, Shell, Engie, OMV) désormais dans la ligne de mire des sanctions américaines – devra terminer seule l'oléoduc, et en même temps trouver un moyen de contourner le formalisme des législateurs européens. Il n'y a que deux cas de figure envisageables : ou bien ces messieurs vivent sur Mars – et on peut alors aisément expliquer pourquoi ils semblent ignorer les difficultés déjà énormes d'un projet très important pour ses promoteurs, au point de tout faire pour en ajouter d'autres – ou bien ils sont à la solde de ses opposants (d'outre-Atlantique ?). Certes, ce n'est pas d'aujourd'hui que « la grande morale du Marché commun est la redécouverte des avantages d'une concurrence “vraie” et “loyale”, dans laquelle tout le monde aurait les mêmes possibilités de réussite, de la grande à la petite bourgeoisie, des immenses trusts aux petits artisans ou commerçants »¹² : une morale qui peut être bonne tant qu'il y a de la place pour tout le monde à la table de la plus-value ; mais quand il y en a plus, il est impératif de s'inventer *vite* autre chose, sous peine de devenir l'idiot du village planétaire. La rapidité de réaction – on le sait – n'est pas exactement la première qualité des institutions européennes.

Pour en revenir au plan de relance Next Generation EU, au-delà de la fanfare médiatique – et sauf accident dans la ratification de l'accord dans les 27 parlements nationaux, où les surprises ne sont pas exclues (Pays-Bas ?) – il faut noter que le traitement favorable réservé à l'Italie suite aux pressions allemandes, n'a été possible que grâce à un compromis avec les pays dits « frugaux » (qui obtiennent en échange un désengagement budgétaire) et à un engagement plus important de la France, peu apprécié par son opinion publique. Quoi qu'il en soit, déduction faite des contributions au budget ordinaire de l'Union, dont les bénéficiaires réels sont les pays de l'Est et des Balkans ayant adhéré le plus récemment, le solde de l'Italie (contributeur net depuis toujours) pour la période 2021-2027, ne sera positif que de 10 milliards pour la partie « subventions », tandis que les avantages en termes de taux d'intérêt pour la partie « dette » (qui devra de toute façon être remboursée) sont entièrement à vérifier. Tout cela pour accéder aux ressources, nullement énormes et en tout cas pas immédiatement disponibles, d'un plan de relance qui – mis à part les mots magiques du « numérique » et de l'économie verte – n'exprime aucune vision claire de politique industrielle.

12 *Il mito dell'Europa unita*, «Il Programma Comunista», nn. 11-12, 1962. Disponible ici : https://www.quinterna.org/archivio/1952_1970/mito_europa.htm.

Il est vrai que l'émission temporaire de titres de dette prétendument commune (en réalité, l'affaire est beaucoup plus embrouillée) a été très appréciée par les marchés financiers, entre autres parce qu'elle a été interprétée comme un signe de l'irréversibilité de la zone euro. Mais en l'absence d'un agenda politique fort et partagé, aucune construction technocratique, que ce soit les traités ou la Constitution européenne, ou même les *pseudo*-Eurobonds, ne suffira à tenir ensemble ce qui, de par sa nature, est de plus en plus divisé. L'UE et la zone euro ne peuvent pas échapper à l'heure de vérité, où le couple franco-allemand devra se recomposer ou éclater. Allemagne contre France, France contre Allemagne : c'est l'histoire même de la formation de l'Europe moderne telle que nous la connaissons qui revient au premier plan, la persistance de la *question allemande*¹³ dans une générale *persistance des nations* – exacerbée par une construction européenne structurée de manière à favoriser la concentration des capacités productives dans l'espace germanique, et à convertir les conflits de répartition des revenus *au sein* des pays membres en conflits de répartition des revenus *entre* pays membres. Indissociablement, c'est l'histoire de la *question sociale* en Europe : impensable la Commune sans la raclée prise par Napoléon III contre Bismarck ; impensable Spartakus et l'insurrection de la Ruhr sans la veine anti-allemande de Clemenceau.

Une revitalisation du projet européen n'est pas impossible sur le papier, mais elle impliquerait en fait l'adoption de la part de l'Allemagne d'une politique de puissance *explicite et directe*, qui serait indigeste tant pour les États-Unis que pour le partenaire français, et que l'élite politique allemande elle-même n'est actuellement pas disposée à assumer¹⁴. Les raisons de cette réticence sont économiques (les avantages découlant, pour l'Allemagne, de la zone euro en l'état), mais aussi historiques. Si la violence est – selon la célèbre formule – la sage-femme de l'histoire, l'expérience allemande du XX^e siècle¹⁵, avec ses horreurs commises *et subies*, a lourdement hypothéqué la capacité à s'en charger. Avec des fonds propres minimes et sans organe de coercition directe chargé de faire respecter ses délibérations, « [...] l'Union européenne peut se targuer d'une forme de pouvoir qui n'a pas de précédents dans l'histoire. Son originalité réside dans le fait qu'elle se réalise sans recours à la violence ». (Hans Magnus Enzensberger, *Le Doux Monstre de Bruxelles ou L'Europe sous tutelle*, Gallimard 2011)¹⁶. Le caractère unique de l'UE – l'exercice de la suprématie sous une forme indirecte par le pays européen économiquement dominant, autrement dit *l'aliénation de cette suprématie dans un « Autre-que-soi »* – est également sa plus grande faiblesse. Pour la comprendre, il faut faire un pas en arrière.

Dans l'article cité plus haut, Luxembourg soulignait qu'« en tant que partisans de la conception matérialiste de l'histoire, nous avons jusqu'à présent toujours défendu l'idée que les États modernes en

13 « Au fond toute l'histoire de l'Europe fut déterminée par la question allemande. La balkanisation de l'Europe et de l'Allemagne dérive de la défaite de la grande vague révolutionnaire qui déferla sur tout le continent au début du XVI^e siècle (défaite de 1525). Avec la guerre de Trente ans, l'Allemagne est divisée et régresse sur le plan des rapports sociaux. En perdant la Hollande, la nation allemande perdait la première grande chance d'un développement rapide du mode de production capitaliste ; ce qui ne pourra se produire qu'après 1870. Ainsi entre le début du XVI^e siècle et l'époque actuelle se pose la question de l'unité allemande. Le fait qu'après la 2^e guerre mondiale les "alliés" aient pensé qu'il était nécessaire non de détruire le militarisme allemand, puisque dès 1950 l'Allemagne fédérale était de nouveau armée, mais la puissance du prolétariat en le fragmentant dans les divers camps de concentration que sont les nations capitalistes, prouve que la classe capitaliste avait compris les leçons du passé. En 1953, la répression contre les mouvements insurrectionnels à Berlin-Est et à Poznan, puis en 1956 à Poznan et en Hongrie, enfin en 1970-71 ceux de Pologne (dans une moins grande mesure ceux de Tchécoslovaquie en 1968) prouve que le capital à l'échelle mondiale ne peut en aucune façon tolérer une quelconque reprise de lutte de classes violente dans ces pays. La dictature y sera toujours féroce. Seul le desserrement de l'étau maintenu par les E.U. et l'URSS pourra permettre une reprise mais celle-ci ne peut en aucun cas se décrire en prenant pour modèle la situation du premier après-guerre. » (Jacques Camatte, *Le KAPD et le mouvement prolétarien*, « Invariance », II^e série, n.1, novembre 1971, p. 51, note 43).

14 Néanmoins, la décision de la Cour constitutionnelle fédérale de Karlsruhe de mai 2020 sur l'inconstitutionnalité des politiques monétaires expansionnistes de la BCE montre, à tout le moins, la réticence de parties influentes de l'appareil d'État allemand à sauver l'euro à tout prix.

15 Comprendre véritablement cette expérience signifie s'interdire toute germanophobie. La lecture d'un auteur comme W. G. Sebald peut être fructueuse à cet égard.

16 Il serait plus correct de parler de violence directe, par opposition à la violence indirecte ou potentielle. Il est clair que le plan de sauvetage imposé à la Grèce, par exemple, était un acte de violence énorme. Toutefois, sur le plan formel et, dans une certaine mesure, sur fond aussi, c'est la troïka (BCE, FMI et Commission européenne) qui est directement responsable, et non l'Allemagne.

tant qu'entités politiques ne sont pas les produits artificiels d'une imagination créatrice, comme par exemple le duché de Varsovie du temps napoléonien, mais les produits historiques du développement économique ». Plus fondamentalement, dans la genèse des entités étatiques, ce que Luxembourg appelle le « développement économique » doit être achevé par de douloureux mais inévitables passages politiques. On ne construit pas d'États ou de nations selon son bon plaisir, pour la simple raison qu'ils se construisent par le fer et par le feu – bien que parfois ceux-ci ne suffisent pas, s'ils ne sont pas soutenus par des poussées économiques suffisantes. Napoléon I^o le savait, mais Hitler, qui aspirait à unifier l'Europe de la même façon que Bismarck avait unifié l'Allemagne (1871), le savait mieux.

Figure 2 : La Confédération allemande (1815-1866)



L'Allemagne hitlérienne possédait d'ailleurs une vision stratégique visant l'unification des zones les plus industrialisées de l'Europe de l'époque (Tchécoslovaquie, Italie du Nord, Luxembourg, Belgique, Lorraine, Sarre, Ruhr) et des régions agricoles d'Europe de l'Est¹⁷. Si le despotisme prussien fut accueilli comme la « violation du droit héréditaire de la France à maintenir l'Allemagne désunie » (Karl Marx, *La guerre civile en France*, 1871), le despotisme hitlérien déboucha sur le droit héréditaire de l'Amérique à maintenir l'Europe continentale désunie. Après la reddition inconditionnelle allemande en 1945, aussi bien l'Allemagne que l'Europe continentale se retrouvèrent ainsi divisées et réparties par le condominium américain et russe ensuite ratifié par la création de l'OTAN (1949) et du Pacte de Varsovie (1955). La réunification allemande de 1989-1990 n'a réuni que deux des cinq parties en lesquelles l'Allemagne avait été démembrée. Jusqu'à la crise du début des années 1970, des initiatives telles que la CECA et la CEE, dont est issue toute la mythologie des Pères fondateurs (Monnet, Schuman, etc.), étaient loin de pouvoir représenter une remise en cause sérieuse de ce condominium russo-américain. La RFA non plus n'a jamais osé vraiment le contester, sauf très tard, et seulement au détriment de la classe dirigeante de la RDA (la composante la plus hostile à la réunification, contrairement à Gorbachev). Ce fut plutôt l'affaiblissement progressif de ce condominium qui poussa la RFA, et plus généralement les pays d'Europe occidentale, à réagir. Les étapes cruciales de ce processus ont été la crise du début des années 1970 et la fin du bloc de l'Est.

À partir de 1971, l'instabilité monétaire induite par le démantèlement des accords de Bretton Woods par les États-Unis créa la nécessité de soutenir le taux de change avec le dollar pour éviter l'appréciation de la dette publique et des taux d'intérêt associés : d'où les expériences mi-figue mi-raisin – caractérisées par des limitations fixes imposées à la fluctuation des devises – du Serpent monétaire européen (1972-1978) d'abord, du SME (1979-1998) ensuite, qui entraînent toutes deux des phases de dévaluations

17 Cf. *Il mito dell'Europa unita, op. cit.*

compétitives et un va-et-vient de divers pays, entre sorties et nouvelles adhésions, autour du noyau dur RFA-Benelux. La bande de fluctuation imposée au taux de change des différentes monnaies nationales s'avéra à chaque fois trop restrictive : 2,25 % dans le Serpent monétaire, 2,5 % dans le SME (sauf pour l'Italie, la Grande-Bretagne, le Portugal et l'Espagne qui, jusqu'à la fin des années 80, avaient droit à une fourchette de 6%). Dans le cas du SME, les limites imposées par cette bande de fluctuation étaient atténuées par le mécanisme des « réalignements » ; mais celui-ci fut remis en cause vers la fin des années 80, en conjonction avec les signes prémonitoires de la réunification allemande et la volonté des dirigeants de la CEE d'accélérer l'intégration monétaire. Le rétrécissement de la bande de fluctuation en l'absence de réalignements, combiné à la suppression des restrictions à la mobilité des capitaux, amena en 1992, peu après la signature du traité de Maastricht, à la crise du SME : les monnaies les plus faibles – d'abord la lire italienne et la livre britannique, ensuite la peseta espagnole et l'escudo portugais – subirent l'attaque des fonds spéculatifs, qui les vendirent à découvert, pariant sur leur sortie du système (qui ne manqua pas de se produire). Finalement, il n'y eut pas eu d'autre choix que d'élargir la bande de fluctuation à 15 %. Ces événements, apparemment lointains, nous permettent une meilleure mise en perspective de la crise de l'euro de 2012, qui sans le fameux *bazooka* de Draghi & cie se serait soldée de la même manière.

Cette issue fut sans doute déterminante dans la définition des caractéristiques actuelles de l'euro, en particulier la fixité des taux de change. La crise du SME fut néanmoins le résultat de dynamiques purement nationales ayant l'Allemagne et, dans une moindre mesure, la France comme théâtre. Cette dernière entreprit la fuite en avant de l'intégration monétaire, allant jusqu'à forcer la main à l'Allemagne, dans le triple but de discipliner la société, effacer les dernières réverbérations du cycle de luttes de 1968, et de gagner un droit de regard sur les affaires allemandes, toujours perçues comme une menace latente. Une logique somme toute linéaire conduit du tournant de la rigueur de mars 1983 à l'interdiction des dévaluations compétitives (politique du franc fort à partir de 1989), jusqu'au refus – opposé notamment à l'Italie – d'une révision du SME par la biais d'une réévaluation du mark allemand (1992)¹⁸. Du côté allemand, c'est la *forme* que l'exécutif de Kohl a donnée à la réunification qui a déterminé l'enchaînement des événements. L'impératif même de la réunification découlait davantage de motivations politiques, liées à la question nationale allemande, que de l'interdépendance économique entre les deux Allemagnes, qui, dans la seconde moitié des années 80, avait en fait connu une certaine involution, à l'exception des exportations de machines-outils ouest-allemandes vers la RDA (voir tableau ci-dessous).

	Exportations de la RFA verso la RDA (en millions de marks)		Exportations de la RDA vers la RFA (en millions de marks)	
	1986	1987	1986	1987
Matières premières et produits semi-finis	3615	3333	3292	3179
Machines e biens d'investissement	2089	2669	978	981
Biens de consommation	862	647	1867	1768
Produits agricoles e alimentaires	782	641	655	651
Total	7454	7406	6844	6650

Source : Aa. Vv., *Les deux Allemagne 1984-1989*, La Documentation Française, Paris 1990, p. 198.

En l'espèce, l'attaque spéculative sur les devises faibles fut favorisée par l'introduction d'une parité

18 Voir l'entretien du *Corriere della Sera* avec Giuliano Amato, alors Premier ministre d'Italie : « Je l'ai proposé aux Français. La pression sur la lire était dramatique, nous luttons pour rester dans la bande de fluctuation du SME et nous comptions sur un réalignement de toutes les monnaies par rapport au mark. Cela aurait signifié la dévaluation de la monnaie allemande, en lieu de la dévaluation solitaire de la nôtre. Un dimanche après-midi de la fin août, je suis allé à Paris et je l'ai proposé à Pierre Bérégovoy. (...) Il m'a dit : "Giuliano, je ne le ferai pas". Il m'a montré les chiffres. Le 20 septembre, le référendum pour la ratification du traité de Maastricht devait avoir lieu en France : le "oui" était en baisse. S'ils avaient perdu la parité avec le mark, la fierté française aurait rendu le "non" invincible et le projet d'union monétaire aurait sauté ». (Federico Fubini, *Giuliano Amato: 25 anni dopo la notte della lira*, site du *Corriere della Sera*, 15 septembre 2017).

1:1 entre le mark de la RFA et l'*Ostmark* de la RDA (alors que la Bundesbank avait suggéré de relever le taux de change de 1:8 à 1:4 au maximum). Il s'en suivit une flambée inflationniste (de 2,5 % environ en août 1990 à 6,5 % en mars 1992), logiquement suivie d'une hausse soudaine des taux d'intérêt de la Bundesbank, ce qui eut pour effet d'attirer les investissements financiers vers les obligations allemandes. De plus, la croissance du PIB allemand induite par l'augmentation des dépenses publiques, face à la récession dans la quasi-totalité du continent, ne pouvait qu'alimenter la méfiance des investisseurs vis-à-vis des « fondamentaux » des autres pays. Cela nous permet d'évoquer l'autre grande particularité de l'euro : l'absence d'un mécanisme automatique de compensation des « chocs asymétriques » (par exemple, un ralentissement économique dans une zone et pas dans une autre). Dans les contextes nationaux, ce mécanisme est normalement assuré par la redistribution fiscale. Or, au-delà de la proverbiale obsession allemande pour les contraintes budgétaires d'une part, et de la liquidation brutale de l'appareil productif (en tout cas vétuste) de la RDA d'autre part, il convient de souligner l'importance de l'effort budgétaire de l'ex-RFA pour compenser son propre « choc asymétrique » fondamental (la réunification). Cet effort se poursuit encore aujourd'hui, pour un total annuel équivalent à environ 4 % du PIB allemand, redistribué de l'ancienne RFA aux *Neue Länder*, qui devient 7 % si l'on tient compte des disparités démographiques (seuls 20 % de la population allemande vivent aujourd'hui dans l'ancienne RDA). Et ce, malgré des résultats faibles ou nuls en termes de relance de la croissance économique dans les zones sous-développées de l'ex-RDA (le Mezzogiorno italien n'est pas une exception !), *comme cela est presque physiologique dans toute zone monétaire impliquant de fortes disparités de développement*. Mais c'est précisément la redistribution fiscale qui rend de telles disparités soutenables au sein des zones monétaires nationales – et c'est ce que l'euro, même avec un budget européen porté, comme le proposent certains, à 1,5-2 % du revenu national brut des pays membres (actuellement, il est à peine supérieur à 1 %), ne comporte pas et ne comportera jamais.

En très résumé, les dynamiques internes inhérentes au processus de réunification allemande ont *surdéterminé l'ensemble du processus d'intégration économique et monétaire européenne*. Cette digression sans doute lacunaire était nécessaire pour réaffirmer, d'une part, que la construction européenne sous sa forme actuelle ne peut pas durer et, d'autre part, que toute reconfiguration de celle-ci ne peut se faire qu'à partir de l'Allemagne elle-même – non sans l'intervention d'un aiguillon extérieur et d'un changement de classe politique, en deçà et/ou au-delà du Rhin. Les élections de septembre 2021 en Allemagne et d'avril 2022 en France seront des étapes à suivre avec attention. On verra alors si et dans quelle mesure la crise, et son éventuel approfondissement, auront polarisé les électors respectifs. Même si une coalition modérée devait s'imposer en Allemagne, elle pourrait se trouver confrontée à un néogaullisme ou à un néo-bonapartisme exacerbés¹⁹ de l'autre côté de la frontière. Parmi d'autres dossiers, l'accord sur les investissements signé par l'UE et la Chine fin décembre 2020, qui facilite l'accès des multinationales européennes au marché chinois, est susceptible de faire perdre patience à l'Allemagne. Cet accord est essentiel pour stimuler les exportations allemandes, mais il devra lui aussi passer sous les fourches caudines de la ratification dans les parlements des 27 pays membres de l'UE. D'autres sources de friction plus immédiates apparaîtront pendant la campagne de vaccination si les approvisionnements de Pfizer et d'AstraZeneca ne suivent pas le rythme soutenu prévu par les exécutifs (Mme Merkel s'est déjà déclarée ouverte à la possibilité d'importer Spoutnik V).

Turquie, Haut-Karabakh, etc.

Après les guerres en Libye, au Yémen, en Syrie et en Ukraine, la guerre du Haut-Karabakh, qui a éclaté le 27 septembre 2020, constitue un nouvel épisode guerrier préparatoire à de futurs affrontements entre blocs, encore confusément en formation. L'élément d'anticipation découle ici en premier lieu de la *forme* même que la Turquie, par l'intermédiaire de son allié azerbaïdjanais, a conféré à

19 Nous n'avons pas l'espace ici pour nous étendre sur le bonapartisme. Il suffit de dire qu'il s'agit d'un phénomène typique de l'histoire politique française, qui revient périodiquement. Certains aspects ont été traités par Sergio Bologna dans *Moneta e crisi. Marx corrispondente della «New York Daily Tribune»*, in Aa. Vv., *Crisi e organizzazione operaia*, Feltrinelli, Milano 1974, pp. 9-72 ; et par Maximilien Rubel, *Karl Marx devant le bonapartisme*, Mouton & co., Paris 1950.

son intervention indirecte dans le Haut-Karabakh, enclave à majorité arménienne située sur le territoire de l'Azerbaïdjan, proclamée république indépendante en 1991 et non reconnue par la communauté internationale. Le déploiement massif de drones à des fins clairement offensives contre la population majoritairement civile du plateau préfigure un aspect parmi d'autres des guerres de demain. En même temps, l'épisode révèle la concurrence féroce dans le secteur de l'énergie (et principalement du gaz) qui s'exerce dans une vaste zone qui, de la mer Noire et du Caucase, s'étend à la Méditerranée orientale et à l'Afrique du Nord (Libye) pour remonter ensuite vers l'Europe du Sud et les Balkans – une concurrence qui tendra à redessiner la carte des canaux d'approvisionnement en énergie dans cette zone et à multiplier les occasions de friction diplomatique. La Turquie est – par la force des choses et par inclinaison géopolitique – au centre de cette dynamique.

En temps récents, les relations russo-turques avaient été basées sur une *realpolitik* dans laquelle ni la proximité entre Washington et Ankara, ni la concurrence sur les oléoducs (cf. le projet Bourgas-Alexandroupolis pour contrer Bakou-Tbilissi-Ceyhan), ni enfin l'émergence de contrastes importants en Ukraine et en Syrie, n'avaient empêché la poursuite d'une certaine synergie commerciale sur d'autres fronts. La Turquie – qui importe la quasi-totalité de ses besoins en gaz – dispose toujours dans le gazoduc russe Blue Stream d'une source d'approvisionnement essentielle. Rappelons également qu'en 2017, la Turquie a adopté le système russe anti-missile S-400, et qu'en 2020 elle est devenue le deuxième importateur mondial de produits agro-industriels russes. Enfin, le projet de construction d'une centrale nucléaire promu par la société russe Rosatom, est actuellement en cours de réalisation dans le sud de la Turquie, à Akkuyu. De son côté, la Russie a besoin de bonnes relations avec la Turquie afin de pouvoir approvisionner les Balkans et l'Autriche en gaz par le TurkStream, un gazoduc en service depuis janvier 2020, qui traverse la mer Noire et rejoint à travers la frontière gréco-turque un autre gazoduc remontant la péninsule balkanique. Néanmoins, la stratégie de la *patrie bleue* de la Turquie va à l'encontre du développement de cette synergie russo-turque. En termes d'approvisionnement énergétique, elle vise à réduire à la fois la dépendance vis-à-vis de la Russie et la viabilité des canaux de fourniture russes en Europe du Sud. C'est dans ce cadre général que deux initiatives sont objectivement en concurrence avec Blue Stream et TurkStream :

- le gazoduc TANAP, inauguré en novembre 2019, qui relie les champs de Bakou à la Grèce, via Tbilissi et Ankara ; c'est au TANAP que se raccorde le TAP, achevé en octobre 2020, prolongeant le gazoduc de Kipoi (Grèce) vers l'Albanie et l'Italie ; pour la Turquie, le TANAP équivaut à 6 milliards de mètres cubes de gaz supplémentaires par an ;
- l'intervention militaire en Libye, lancée en janvier 2020, pour soutenir le président Al Sarraj contre l'offensive du général Haftar sur Tripoli ; au-delà du soutien à l'une ou l'autre des factions adverses, la véritable pomme de discorde est ici la signature (26 novembre 2019) du mémorandum turco-libyen sur les zones économiques exclusives maritimes, qui accorde aux entreprises turques le permis d'exploration et d'exploitation du gaz dans les eaux libyennes ; soit dit en passant, dans ce cas la Turquie marche sur les pieds de plus d'un acteur, dont l'Italie (ENI doit aussi commencer à surveiller ses arrières), mais aussi Israël (cf. le gazoduc East-Med, à achever d'ici 2025).

Fig. 3 : les gazoducs TANAP et TAP



La Turquie – comme on l'a vu à plusieurs reprises – mène une politique de puissance régionale désormais débridée, favorisée par la nouvelle politique européenne et moyen-orientale des États-Unis (la première ayant déjà été à l'ordre du jour sous Obama, la seconde ayant été plus prononcée sous Trump). Erdogan fait irruption dans tous les théâtres qui sont à sa portée, sans se faire trop de soucis ni de ses ennemis *ni de ses alliés réels ou présumés* ; il joue le rôle de fauteur de troubles au sein de l'Alliance atlantique (dont la Turquie est membre) et vis-à-vis de l'Union européenne (qui n'a jamais totalement écarté la proposition d'adhésion de la Turquie faite par le chancelier allemand Kohl en 1997) ; il parie sur l'inextricable enchevêtrement d'intérêts qu'est la Méditerranée pour gagner des positions sans avoir à subir de représailles. Et il agit comme un facteur de division supplémentaire du couple franco-allemand. Les divergences d'attitude assumées par Merkel et Macron à l'occasion des tensions entre la Turquie et la Grèce l'été dernier en sont l'énième manifestation.

La guerre du Haut-Karabakh – où la Russie a préféré garder un profil bas, en évitant de s'impliquer sauf comme force de médiation et de *peacekeeping* – rend manifeste la fragilité des relations russo-turques, et la possibilité d'une escalade sur des théâtres connus ou encore inconnus. Le conflit s'est terminé par un accord précaire de cessation des hostilités qui prévoit, pour l'Arménie, la perte des acquisitions territoriales suite au précédent conflit avec l'Azerbaïdjan (1988). On peut parier que l'histoire ne s'arrêtera pas là. La Russie en est consciente et ne reste pas les bras croisés. Au moment où la guerre du Haut-Karabakh s'enflammait, l'exercice naval Caucase-2020, auquel participaient également des navires militaires iraniens, se déroulait dans la mer Caspienne. D'autres manœuvres navales conjointes russo-égyptiennes ont eu lieu en mer Noire en novembre dernier²⁰.

Conclusion : la dérive des continents, et d'un en particulier...

Rien de vraiment décisif, ni dans le domaine de l'affrontement entre fractions opposées du capital ni dans celui de l'affrontement entre classes, ne s'est encore produit dans cette *première phase* de la crise. Cependant, les lignes de démarcation déjà existantes entre classes et fractions de classe s'approfondissent, tandis que d'autres se dessinent de manière à peine plus visible. En outre, les nœuds non résolus de tout un cycle d'accumulation en voie d'épuisement (cf. ci-dessus, la question noire aux États-Unis, la question allemande en Europe, la question paysanne en Inde et en Chine) font surface, rendant le tableau d'ensemble plus complexe et plus déchiqueté. Une aggravation de la crise *aura lieu*, bien qu'il soit difficile de dire sous quelle forme et sous quelles impulsions. Après la mise en veille de la mondialisation entre les crises de 2008 et 2020, il convient de se préparer – ne serait-ce qu'« intellectuellement » – à une phase de fragmentation du cycle mondial du capital, avec l'apparition d'un ou plusieurs rideaux de fer. Cela ne signifie pas que les blocs et sous-blocs actuellement en gestation deviendront des compartiments étanches du jour au lendemain. La démondialisation est un *processus*, et tout processus d'une telle envergure implique des accélérations, des coups d'arrêt et des reculs suivis de nouvelles accélérations.

Un point crucial qu'il est nécessaire de souligner, c'est la polarisation actuelle entre zones socialement et politiquement stables, associées – et ce n'est pas un hasard – à la présence d'importantes capacités productives, et zones instables, théâtres de tensions sociales même fortes, mais dépourvues ou presque de capacités de production importantes – et donc dépourvues, dans la même mesure, d'un prolétariat industriel sur place. Quelques exceptions ne suffisent pas à contredire ce constat. En effet, on a bien vu que – de Beyrouth à Naples, en passant par certaines régions des États-Unis particulièrement intéressées par le mouvement antiraciste – peu importe le niveau de violence contextuellement atteint dans la rue : une fois les ardeurs déchargées sur la police, les commerces et le mobilier urbain, que faire ? Où aller ? S'il n'y a rien d'autre à quoi s'attaquer, on tourne en rond. L'Émeute avec un grand E – thème de prédilection de tout un courant philosophique et littéraire contemporain – se révèle alors dans sa faiblesse constitutive.

Pour rester sur le Vieux Continent, il est intéressant de citer un passage de Bordiga de la fin des

20 Igor Delanoë, *Bras de fer russo-turc dans le Caucase*, « Le Monde Diplomatique », n. 801, décembre 2020, p. 7.

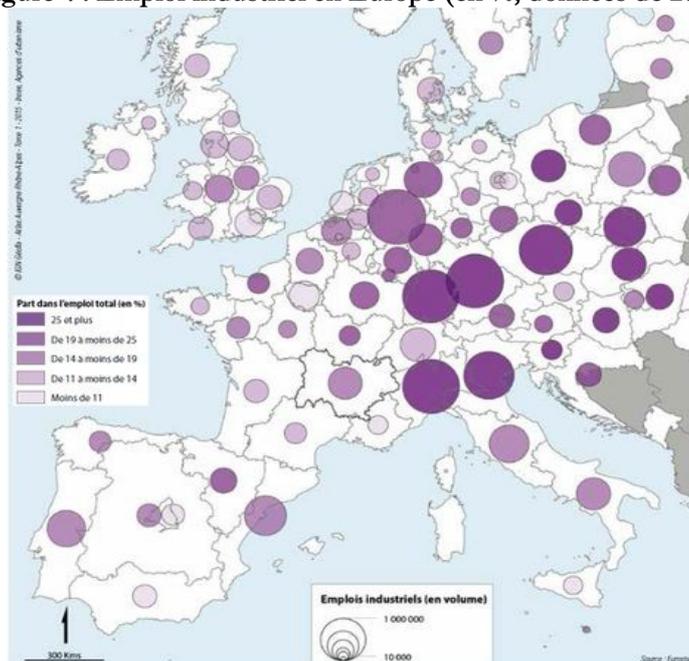
années 1950 :

« Peut-on hasarder un schéma de la révolution internationale à venir ? Son aire centrale sera constituée des régions qui répondent par une puissante reprise de forces productives à la ruine de la deuxième guerre mondiale, et surtout l'Allemagne, y compris l'Allemagne de l'Est, la Pologne, et la Tchécoslovaquie. L'insurrection prolétarienne qui suivra l'expropriation extrêmement féroce de tous les possesseurs de capitaux popularisés (*c'est à dire au sein des « démocraties populaires » de l'époque*, ndr) devrait avoir son épïcentre entre Berlin et le Rhin, et rapidement attirer à elle le Nord de l'Italie et le Nord-Est de la France.

Une perspective semblable n'est pas accessible aux minus qui ne veulent concéder une heure de survie relative à aucun des capitalismes qui sont pour eux tous égaux et qui doivent être exécutés en série, même si au lieu de disposer de missiles atomiques ils disposent de seringues se chargeant par la culasse ». (7 novembre 1917-57 : *Quarante ans d'une évaluation organique des événements de Russie dans le dramatique déroulement social et historique international*, trad. française dans *Invariance*, série 1, n° 6, avril-juin 1969²¹).

Plus de soixante ans plus tard, il est curieux de constater à quel point le monde a peu changé, du moins du point de vue de la distribution des capacités productives. Ajoutons au panorama bordiguien d'il y a soixante-dix ans la Hongrie, tirons un trait sur Berlin (déchue à l'état de *Kindergarten* de la mondanité fêtarde²²) et l'Allemagne de l'Est en grande partie désindustrialisée, en les remplaçant par la ceinture industrielle qui, de Brême, descend jusqu'à Munich en traversant la Westphalie, la Rhénanie-Palatinat et le Baden-Württemberg, et nous aurons tracé la carte du cœur industriel européen et de ses principales concentrations ouvrières (voir ci-dessous).

Figure 4 : Emploi industriel en Europe (en %, données de 2015)



Nous aurons également esquissé les contours d'une *Großdeutschland* qui, bien que dépourvue de consistance politique, existe objectivement dans l'extension tentaculaire de l'*outsourcing* allemand vers l'est (pays de Visegrad) et le sud (Lombardie-Vénétie). Osons donc poser la fâcheuse question : et si, dans la précipitation des événements, celle-ci parvenait à exister politiquement ? Une fois soupesées les conséquences prévisibles tant positives que négatives – y compris la balkanisation de l'Italie, dont nous

21 Disponible en ligne : https://www.quinterna.org/lingue/francais/historique_fr/quarante_ans_evaluation.htm.

22 « L'obsession festive a d'ailleurs ceci de bon qu'elle révèle la dyspepsie d'un monde qui doit s'étourdir pour oublier : la capitale de l'Europe bourgeoise digère mal un passé trop lourd ». (Gilles Dauvé, *Dyspepsie berlinoise*, février 2017. Disponible ici : https://ddt21.noblogs.org/?page_id=1325).

avons parlé ailleurs²³ – est-il légitime de considérer qu'une telle issue serait *a priori* pire que *cette* Europe-ci ?

Loin de visions hyper-subjectivistes déconnectées de tout principe de réalité, aucune concrétisation de la perspective communiste en Europe n'est possible sans une rupture des équilibres sociaux au sein de son noyau productif. Les camarades à qui il reste encore un cerveau et un minimum de lucidité n'auront eu aucune difficulté à nous suivre jusqu'ici. Ce qui est plus difficile à admettre – surtout pour ceux qui, comme nous, sont issus d'un internationalisme prolétarien pur – et ce qu'il faut pourtant avoir le courage d'admettre, c'est que les conditions d'une telle rupture sont, de façon consubstantielle, celles de la rupture définitive des équilibres nationaux en Europe, voire du retour de la guerre sur son territoire. C'est le prix d'un *retour du refoulé* qui n'est autre que l'Histoire, qui – comme le savait Hegel – n'est pas « le lieu de la joie ». À la chute du Mur, sa prétendue « fin » a été célébrée partout, en Europe occidentale et centrale, précisément sous les notes de l'*Ode à la joie* de Beethoven et Schiller (écrite – et ce n'est pas un hasard – alors que l'unité allemande devait encore se faire). Après la Marseillaise, chantée à pleins poumons par les Gilets Jaunes sous l'Arc de Triomphe, parions que son retour définitif sera accompagné des notes du *Lied der Deutschen...* ou ne sera pas. Comment ça faisait déjà ? Ah, oui...

*«Deutschland, Deutschland, über alles,
über alles in der Welt,
Wenn es stets zu Schutz und Trutze,
brüderlich zusammenhält, von der Maas bis an die Memel,
von der Etsch bis an den Belt...»²⁴.*

23 Cf. Il Lato Cattivo, *Il demos, il Duce e la crisi*, décembre 2018; disponible ici: <http://illatocattivo.blogspot.com/2018/12/il-demos-il-duce-e-la-crisi.html>.

24 « L'Allemagne, l'Allemagne par-dessus tout / au-dessus de tout au monde / Quand constamment pour sa protection et sa défense / fraternellement elle est unie / de la Meuse jusqu'au Niémen / de l'Adige jusqu'au Détroit ».